

GAZA : UNE CATASTROPHE PROGRAMMÉE, UNE EXPÉRIENCE QUI DOIT ÉCHOUER - Partie II

Par Marianne Blume

UNE RECONSTRUCTION IMPOSSIBLE

L'attaque de Gaza de 2008-2009 a détruit des maisons, des écoles, des universités, des hôpitaux, des ministères, des ponts, des routes, des puits, des canalisations, des égouts, des mosquées et des maisons particulières. L'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees), l'organisation des Nations-Unies chargées des réfugiés palestiniens (70% de la population de Gaza), a budgétisé la reconstruction mais rien n'avance. La raison ? Le béton, les tiges métalliques, les châssis etc. sont interdits d'entrée par les autorités israéliennes. Ce qui vaut pour une organisation dépendante de l'ONU vaut à plus forte raison pour le gouvernement Hamas de Gaza. Et aussi pour tous les particuliers. C'est donc la débrouille. L'UNRWA a reconstruit quelques maisons en terre, suivant des procédés anciens. Elle a refait des murs avec les

débris des bâtiments détruits. Certaines canalisations d'égouts ont été refaites de la même manière. Le même problème se pose quand il faut réparer des machines, des pompes à eau ou tout autre matériel : les pièces de rechange sont exclues de la liste des biens qui peuvent entrer à Gaza.

Cette politique de restriction porte une atteinte grave au système scolaire : 100 nouvelles écoles primaires devaient être construites par l'UNRWA. Faute de matériaux, elles ne l'ont pas été et 40000 écoliers n'ont pu rejoindre les écoles de l'UNRWA.

Le commandant du sud d'Israël, Yoav Galant, a déclaré le premier jour de l'offensive sur Gaza : l'objectif, c'est « *d'expédier Gaza à des décennies dans le passé.* » Mission accomplie en partie.

UN DÉSASTRE SANITAIRE

L'OMS, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde et d'autres ont dénoncé la situation catastrophique de la santé depuis le blocus et demandé sa levée. Pauvreté et pollution affectent la santé des habitants de la bande de Gaza dont surtout les enfants (anémie, malnutrition). De plus, depuis l'attaque de 2008/2009, il y a des contaminations chimiques dues à l'utilisation de bombes au phosphore (interdites en milieu peuplé) et d'armements à l'uranium appauvri. Or les médicaments sont eux aussi soumis à l'embargo : 15 à 20% des médicaments essentiels (soit 114 types de médicaments) sont régulièrement en rupture de stock et c'est aussi le cas pour les médicaments nécessaires au traitement de certaines maladies chroniques, aux soins néo-natologiques ou au traitement du cancer. D'après Médecins du Monde, « *s'il arrive que ces médicaments soient tout de même disponibles, c'est alors dans des structures privées qu'il faut les acheter. Or ils sont vendus à un prix trop élevé pour la majorité des Gazaouis.* » Comble de tout, des camions de l'OMS transportant des équipements médicaux à destination des hôpitaux de Gaza se sont vus refuser l'entrée à plusieurs reprises sans aucune explication des autorités.

Actuellement, de nombreux traitements médicaux sont inaccessibles aussi bien à l'intérieur de la bande de Gaza à cause des pénuries engendrées par le blocus qu'à l'extérieur, puisque l'envoi de patients à l'étranger est plus que problématique. Les autorités israéliennes en effet restreignent de manière drastique

la liberté de mouvement si bien que des patients sont morts faute de permission pour sortir de la bande de Gaza. De plus, un chantage régulier est exercé sur les patients : la sortie est liée à l'engagement de collaborer avec les services israéliens.

UN ENFERMEMENT INTENABLE

La bande de Gaza est en prison depuis les accords d'Oslo. Le blocus l'a mise au cachot. En fait, il punit toute la population pour avoir "mal" voté suivant les normes américaines. Et européennes, malheureusement. Une sanction collective qui ne fait que radicaliser les parties en présence et n'affaiblit en rien le Hamas. On oublie trop facilement la proposition d'une trêve longue faite par le Hamas avant et après les élections et rejetée aussitôt par Israël. On passe sous silence le boycott généralisé du Gouvernement d'union nationale formé en 2007. Pourtant, le 12 février, dans un entretien télévisé, M. Khaled Meshal, chef du bureau politique du Hamas, en expliquait le programme : « *Ce n'est pas celui d'un groupe particulier. (...) Chaque faction a ses convictions, mais, comme gouvernement d'union nationale, nous nous sommes mis d'accord sur des bases politiques, et celles-ci définissent nos buts nationaux et ce à quoi nous aspirons : un Etat palestinien dans les frontières du 4 juin 1967.* » En résumé, le blocus n'est pas que le fait d'Israël; il est aussi le fait de la communauté internationale qui, malgré tous les rapports alarmants des institutions internationales (y compris ceux de la Banque Mondiale), refuse d'engager le dialogue avec le Hamas et ferme les yeux

sur les conditions inhumaines dans lesquelles sont plongés 1.500.000 Gazaouis.

En attendant, la population de Gaza survit difficilement : emprisonnée, traumatisée par la dernière attaque, fatiguée par ses conditions de vie, sceptique vis-à-vis des partis politiques, sans perspective d'avenir, elle est comme le disait justement, Jeremy Hobbs, directeur exécutif de la confédération internationale d'Oxfam, « *plongée dans une crise de dignité.* »

La moitié des Gazaouis a moins de 18 ans. Leurs déplacements sont restreints y compris pour des études. Ils sont donc coupés artificiellement du reste du territoire palestinien et du monde. La frustration terrible : sans perspective d'un avenir meilleur, les jeunes, quand ils rêvent, rêvent de partir.

Pour les jeunes comme pour les autres, l'anormal est devenu la norme : la mort, la peur, la misère morale, l'impuissance à agir, le sentiment d'abandon, les angoisses matérielles, l'ennui sont le quotidien. Une telle situation mène automatiquement à une détérioration des liens sociaux voire familiaux. Sauf pour ceux qui sont engagés dans des partis ou des mouvements, c'est le chacun pour soi.

Uri Avnery, un pacifiste israélien, décrivait déjà Gaza comme un laboratoire pour les Israéliens. La question étant : « *Est-il possible d'obliger tout un peuple à se soumettre à une occupation étrangère en l'affamant ?* » Il ajoutait pourtant que « Israël, les Etats-Unis et l'Europe, les "observateurs scientifiques" de

l'expérience, se demandaient : "*Comment une population soumise à la faim, manquant de médicaments et d'équipements pour ses hôpitaux et exposée à des attaques terrestres, maritimes et aériennes, peut-elle tenir ? Va-t-elle lâcher ? Va-t-elle se mettre à genoux et demander grâce ? Ou va-t-elle trouver en elle une force surhumaine et résister à l'épreuve ? En bref : jusqu'où faut-il aller pour obliger une population à se rendre ?* »

LA RÉSISTANCE CONTINUE POURTANT

Malgré tout, la société civile résiste. Elle résiste avec ses associations de droits de l'homme, ses ONG de santé ou d'agriculture. Avec ses clubs de jeunes où l'on apprend à respirer, à dire, à s'exprimer. Avec ses artistes qui continuent à créer. Avec ses caricaturistes qui continuent à critiquer. Avec ses mères et pères qui poussent leurs enfants à étudier. Avec aussi ses ingénieurs inventeurs qui cherchent des alternatives à tous les manques allant jusqu'à créer une voiture qui fonctionne à l'eau distillée... Les Palestiniens ne veulent pas d'aide matérielle, ils ne veulent pas être une nation de mendiants : ils veulent vivre debout et ils en sont capables. La Palestine a des ressources naturelles et humaines. Elle a besoin d'indépendance, de liberté pour se développer comme toute société.

Enfermer Gaza, c'est donner au Hamas qui la gouverne un pouvoir qu'il n'aurait pas sans cette gouvernance en vase clos. Enfermer Gaza, c'est approfondir la

division entre Palestiniens. C'est laisser les mains libres à Israël pour démanteler et dépecer la Cisjordanie et Jérusalem-est. Ne pas exiger la levée du blocus et ne pas sanctionner Israël, c'est pour nous, qui sommes des démocrates convaincus, contribuer à l'occupation illégale de la Palestine, participer à la destruction systématique d'un peuple et être complices d'un régime qui bafoue le droit international, se moque des droits de l'homme et vide de son sens la notion de justice.